SCHOUPS



Gestion des risques et des réclamations dans les contrats d'entreprise



Sébastien Leroy

t. +32 790 44 44 m. +32 470 13 60 13

sebastien.leroy@schoups.be

SCHOUPS

Anvers

De Burburestraat 6-8 boîte 5 2000 Anvers Bruxelles

Rue de la Régence 58 boîte 8 1000 Bruxelles

Gestion des risques et des réclamations dans les contrats d'entreprise

Table des matières

- I. Prévenir / gérer
- II. Les contrats contrat d'entreprise « traditionnel »
- III. Les contrats le cas des marchés publics
- IV. Les contrats alternatives « modernes »
- V. La gestion des contentieux de construction

I. Prévenir / gérer

A. Au stade contractuel

- Prévention
 - Identification des risques de conflit
 - Définition claire des rôles et responsabilités
 - Traitement des incidents: la communication!
 - Assurances
- Gestion
 - Procédure contractuelle? (ex. escalation clause, tentative de résolution amiable obligatoire)
 - Qui tranche quel différend?



I. Prévenir / gérer

B. Au stade de l'exécution

- Prévention
 - Respect des règles + exécution de bonne foi
 - Transparence
- Gestion
 - Efficacité: later is not better!
 - Choix des armes: pas de tabous.



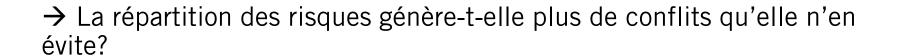
- A. Risques vs. Responsabilités
 - « Risques » = terme polysémique
 - Risques (juridiques): génèrent moins de conflits que les responsabilités
 - Risques = domaine de l'assurance
 - Quid du reste? Les « nouveaux risques ».
- B. Répartition classique des tâches et responsabilités (séparation)
 - Architecte : conception (monopole) et contrôle
 - <u>Maître de l'ouvrage</u>: permettre la réalisation des travaux, les payer et les réceptionner après achèvement
 - Entrepreneur : exécution conforme (contrat, règles de l'art) ; éventuelle ingénierie de détail / études d'exécution, obligation d'information limitée aux erreurs et lacunes manifestes dans la conception
 - Bureau d'étude : étude et conception



- C. En général, pas de règles fixes pour gérer un conflit naissant
 - Les accords contractuels donnent des balises (ex : limitation de responsabilité, liquidated damages/indemnité forfaitaire)
 - Mais pas de méthodologie précise (standard de preuve, règles d'évaluation, etc.)
 - Importance d'une bonne gestion documentaire (planning, suivi des correspondances, notification, chiffrage, etc.)
- D. Gestion des réclamations croisées (décompte final)
 - Créances réciproques entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur/l'architecte
 - Tous les différends se fondent dans une discussion globale entre les parties
 - Ex : Prolongation du délai vs. Préjudice lié à une mauvaise exécution



- E. La traditionnelle action en responsabilité donne lieu à des demandes réciproques/mutuelles
 - La responsabilité de chacun est limitée à la portée de sa mission et de ses obligations (prévisibilité)
 - Tempéraments: contrôle réciproque des fautes, responsabilité in solidum
 - Chacun a naturellement tendance à reporter les tâches (et donc les responsabilités) sur d'autres. Ex. concepteurs → entrepreneurs
 - Causes souvent multiples → responsabilités partagées, demandes croisées





II. Les contrats - contrat d'entreprise « traditionnel »

- F. Une réclamation fructueuse nécessite une gestion rigoureuse :
 - Etapes à suivre en cas d'inexécution/défaillance contractuelle
 - 1. Préalables: dénonciations / mises en demeure / rappel
 - 2. Preuves: documenter de manière solide les manquements/dommages
 - 3. Sanctions:
 - Exécution par un tiers (remplacement extrajudiciaire)
 - Résolution du contrat
 - Exception d'inexécution (Retenue sur le montant de la facture/arrêt de chantier)
 - Appel à la caution ou la garantie
 - Recours à une réserve de propriété / droit de rétention
 - Différentes actions: exécution sous astreinte, remplacement judiciaire, résolution judiciaire, indemnisation (dommages et intérêts), confirmation des actions/mesures prises et indemnisation

"Etapes" => à franchir parfois de manière simultanée (!)

- G. Règlement à l'amiable vs. Procédure
 - Spécificité du droit de la construction :
 - Souvent beaucoup d'acteurs : chaine de S-T, AR, BE, MOD, assureurs...
 - Durée d'exécution (temps + argent): source d'erreurs stratégiques
 - Souvent : expertise technique
 - Désignation amiable/de commun accord d'un expert
 - Ou un expert judiciaire
- H. L'expertise conduit souvent à un compromis
 - Alternative : résolution judiciaire du conflit
 - => dans ce cas, la gestion est d'autant plus importante!



III. Les contrats – le cas des marchés publics

- A. Liberté contractuelle (très) réduite
 - Cahier général des charges : socle (à peu près) immuable
 - Cahier spécial des charges: complément nécessaire, mais...
- B. Conflits récurrents ébauche d'encadrement
 - Dénonciations et déchéance
 - Délais de rigueur... mais pas pour tout
 - Sanctions limitées, procédures strictes



un pas dans la bonne direction, œuvre inachevée



IV. Les contrats – alternatives « modernes »

A. Modèles existants vs. Sur Mesure

- NEC4 (New Engineering Contract)
- FIDIC (Fédération Internationale des Ingénieurs Conseil)
- Bouwteam
- ... ou solution spécifique?

B. En pratique

- « The grass is always greener… »
- Bouwteam généralement inapplicable en Belgique (mission légale de l'architecte)
- FIDIC/NEC4 : à utiliser avec prudence, source de nombreux problèmes
- Pas applicable en marchés publics



IV. Les contrats – alternatives « modernes »

C. Bouwteam

- Idée: les acteurs participent à une œuvre commune
- Tâches (et responsabilités) intégrées plutôt que séparées
- Entrepreneur impliqué dès le départ (conception)
 - Intéressant en principe
 - Difficile en pratique (S-T spécialisés)
 - Incompatible avec la loi de 1939 sur le titre d'architecte (d'ordre public!)
- Quid si un acteur ne joue pas le jeu? Responsabilité collective?



IV. Les contrats – alternatives « modernes »

D. FIDIC / NEC4

- Principale caractéristique: forte influence anglo-saxonne
 - Très détaillé, très dirigiste
 - Gestion lourde, coût administratif
 - Maîtrise du contenu incertaine
- Mise en œuvre pratique de concepts connus; buts et manière peuvent différer
- Un personnage central inconnu chez nous: Project Manager (NEC4)/Engineer (FIDIC)
- En pratique, les conflits ne sont pas très différents!

IV. Les contrats – alternatives « modernes »

EXEMPLES

Early warning (NEC4)

"The Contractor and the Project Manager give an early warning by notifying the other as soon as either becomes aware of any matter which could

- increase the total of the Prices
- delay Completion
- delay meeting a Key Date or
- impair the performance of the works in use"
- Pas lié à la notion de réclamation
- Très encadré (réunions, registre)
- Comparaison: principe d'exécution de bonne foi
- Comparaison: marchés publics / FIDIC (dénonciations sous peine de déchéance)

IV. Les contrats – alternatives « modernes »

EXEMPLES

- Gestion des perturbations (responsabilités OU risques)
- NEC4
 - Délai d'introduction du claim limité (déchéance)
 - Délai de réponse du PM limité (pas de réponse après rappel = OK!)
- FIDIC
 - Dénonciation préalable en temps utile (déchéance)
 - Délai d'introduction du claim limité (déchéance)
 - Fully detailed claim / interim claim
 - Délai de réponse de l'Engineer limité (en théorie). Et sinon?
- Comparaison: marchés publics
- Et dans les contrats privés?

IV. Les contrats – alternatives « modernes »

- E. Contrat « sur mesure »
 - Garder les idées intéressantes sans oublier le contexte de droit civil (belge)
 - principe d'exécution de bonne foi existe; applications et sanctions à définir
 - Difficultés:
 - Divers contrats interdépendants, cohérence à assurer (Ex: arbitrage?)
 - Ne pas vouloir tout réinventer
 - Objectifs:
 - EQUILIBRE contractuel (évite la volonté d'abuser et les attitudes contreproductives)
 - BALISES (délais, sanctions, etc.)
 - LISIBILITÉ (volume, présentation)
 - GESTION des différends

V. La gestion des contentieux de construction

- A. Connaître son contrat
 - Répartition des tâches
 - Charge de la preuve (obligations de moyen ou de résultat?)
 - Formalisme (dénonciations? Mise en demeure? Type de communications?)
 - Moyens d'action disponibles
- B. « *Pas de preuve, pas de droit* »
 - Valeur des preuves?
 - Journal des travaux?
 - PV de chantier?
 - Correspondance?
 - Constats?
 - Rapports d'experts?

V. La gestion des contentieux de construction

- C. Investir dans le Project Management
 - Planning
 - Correspondance et PV de chantier
 - Encadrement des équipes techniques
 - Collecte des preuves (au moment des faits, pas a posteriori!)
 - Savoir quand l'intervention du juriste devient nécessaire

D. Le choix des armes

- Exception d'inexécution
- Exécution en nature sous astreinte
- Mesures d'instruction
- ...

VI. Conclusion

S'il vaut mieux avoir un bon contrat, il faut surtout en connaître le contenu et savoir comment en tirer profit.



SCHOUPS

Anvers

De Burburestraat 6-8 boîte 5 2000 Anvers

Bruxelles

Rue de la Régence 58 boîte 8 1000 Bruxelles

séminaires / webinaires



www.schoups.be/fr/events

SCHOUPS

Anvers

De Burburestraat 6-8 boîte 5 2000 Anvers Bruxelles

Rue de la Régence 58 boîte 8 1000 Bruxelles

Merci de votre attention



Sébastien Leroy
t. +32 790 44 44
m. +32 470 13 60 13
sebastien.leroy@schoups.be

SCHOUPS

Anvers

De Burburestraat 6-8 boîte 5 2000 Anvers

Bruxelles

Rue de la Régence 58 boîte 8 1000 Bruxelles